

A L'ASSO

#çanetientplus

**ASSOCIATIONS DE
CORREZE : CONSTATS ET
DEMANDE DE SOUTIEN**

Contact
collectifalasso@ilico.org

CONTEXTE

En France, les associations représentent 20 millions de bénévoles, 1,8 million de salarié·es, qui s'engagent pour permettre à 67 millions de français·es d'accéder aux soins, au sport, à l'éducation, à la culture, aux droits. Nous luttons contre la précarité, contre l'isolement.

Nous défendons l'environnement, l'entraide, des arts libres. Nous sommes partout et agissons dans tous les territoires, dans toutes les sphères du quotidien. Et pourtant, la situation du monde associatif se dégrade !

Alors que les besoins ne cessent d'augmenter (2,4 millions de personnes concernées par l'aide alimentaire ; 2 159 enfants à la rue ; taux de pauvreté en augmentation pour la première fois depuis 30 ans), nous traversons une crise sans précédent. En 15 ans, la part des subventions a baissé de 41% dans nos budgets. Beaucoup de petites associations mettent la clef sous la porte. Diminution des financements, suppression des emplois aidés, menaces sur les libertés associatives...

Affaiblir les associations n'a pas de sens. Elles changent au quotidien la vie des gens. Elles offrent du pouvoir d'agir et construisent des solutions concrètes, directement pensées par les populations. Elles renforcent les liens sociaux, donnent du sens, permettent de faire collectif. Elles sont un remède à la crise démocratique actuelle et méritent mieux que du mépris ou de la défiance.

EN CORRÈZE, LE SECTEUR ASSOCIATIF EST PARTICULIÈREMENT MENACÉ.

« L'association est l'expression d'une liberté publique »
(article 2 de la loi de 1901)

À L'ASSO!

Ce n'est pas un secteur qu'on défend
C'est une vision du monde

SAMEDI 11 OCTOBRE

17H-20H
Temps d'échange inter-associatif

20H30
CONCERTS
(ouvert à tou.te.s, gratuit)

SALLE LATREILLE TULLE

Appel national
Mobilisation locale
Intérêt général

ICI ON TUE DES ASSOCIATIONS
(A PETIT FEU)

RENCONTRE DU 11-10-2025 À TULLE

En réponse à l'appel national du Mouvement Associatif, une rencontre inter-asso a été organisée le 11 octobre 2025.

45 associations du territoire corrézien représentées par une centaine de personnes, salarié·es, bénévoles, dirigeant·es se sont réunies pour partager leurs difficultés et construire des stratégies collectives.

Voici les constats qui ont été exprimés lors de cette journée.

CONSTATS DE 45 ASSOS CORREZIENNES

DES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES

40 % des assos se disent concernées par des problèmes de financement

- Diminution des subventions de fonctionnement au profit d'une logique d'appels à projets au détriment de la pérennisation de l'existant
- Coupes budgétaires directes sur des dispositifs de soutien (FONJEP, FDVA, EVARS)
- Réduction des dispositifs type Pass Culture, dont l'enveloppe a été divisée par trois de 2024 à 2025

22 % rencontrent des problèmes de trésorerie récurrents ce qui menace directement leur survie.

33 % se disent concernées par des problèmes d'emploi

- Peu de perspectives de nouvelles embauches et plus aucune perspective d'augmentation salariale
- des licenciements économiques liés aux baisses de financement

La situation s'est aggravée ces dernières années avec la disparition progressive des contrats aidés, qui constituaient un soutien à l'emploi essentiel pour de nombreuses structures.

UNE PRESSION POLITIQUE DE PLUS EN PLUS FORTE

6 associations présentes sont directement impactées par les restrictions des libertés associatives et ne peuvent plus prétendre à des financements de l'État

- Le Contrat d'Engagement Républicain est utilisé pour justifier le non-financement des associations, menant au licenciement économique des salariées pour certaines d'entre elles
- Blocage des interventions en milieu scolaire par le DASEN et en milieu carcéral engendrant une diminution de l'activité et des financements associés

7 associations déclarent s'autocensurer auprès des pouvoirs publics sur leurs partenariats avec les assos directement impactées par les libertés associatives.

Ces décisions créent **un climat de censure** et instaurent **une norme de l'arbitraire**, où l'octroi de financements devient un outil de contrôle politique. La peur de perdre des financements pousse :

- certaines structures à lisser leur discours
- certaines personnes à démissionner des CA pour ne pas pénaliser la structure (du fait de leurs engagements à titre individuel)
- une association à vu le titre de son projet modifié par les opérateurs du Conseil Régional "pour se protéger" des élus du Rassemblement National et de leur éventuel blocage

DES RELATIONS INSATISFAISANTES AVEC LES INSTITUTIONS

55 % se déclarent non-satisfaites de leur lien avec les institutions publiques :

- Certains domaines d'activités sont désinvestis par les politiques publiques (protection de l'enfance, secteur culturel entre autres)
- Lourdeurs administratives : les démarches, demandes de subvention, lien avec les élus et/ou opérateurs des collectivités territoriales bloquent et/ou découragent certaines associations

DES HUMAIN·ES ÉPUISE·ES

La pression sur le secteur se répercute lourdement sur les humains, parfois proches du "burnout associatif". Pour les associations employeuses, les conséquences sont que **les équipes (bénévoles, élues et salariées) s'épuisent**.

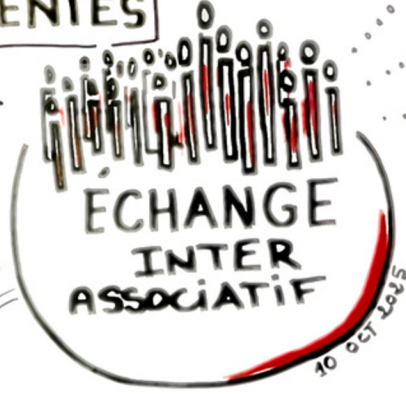
Entendu le 11 octobre dernier :

« Il faut être taré pour s'engager dans les assos aujourd'hui ».
#çanetientplus

ÉLUES
SALARIÉES
BÉNÉVOLES

45 ASSO'S
PRÉSENTES

avec des



DIFFICULTÉS
DANS LES
ASSOCIATIONS

CHAQUE ASSOCIATION CROISE

PRESSION
POLITIQUE

CONTRAT D'ENGAGEMENT
RÉPUBLICAIN

BLOPAGE D'INTERVENTIONS

CENSURE

PRÉCARISATION
FINANCIÈRE

BAISSE DES SUBVENTIONS
ARRÊT DE DISPOSITIFS
SECTEURS DÉSINVESTIS

ÉPUISEMENT
HUMAIN

PAS D'AUGMENTATION
PAS DE NOUVELLE
EMBAUCHE

POURTANT NOS ASSOCIATIONS PARTICIPENT

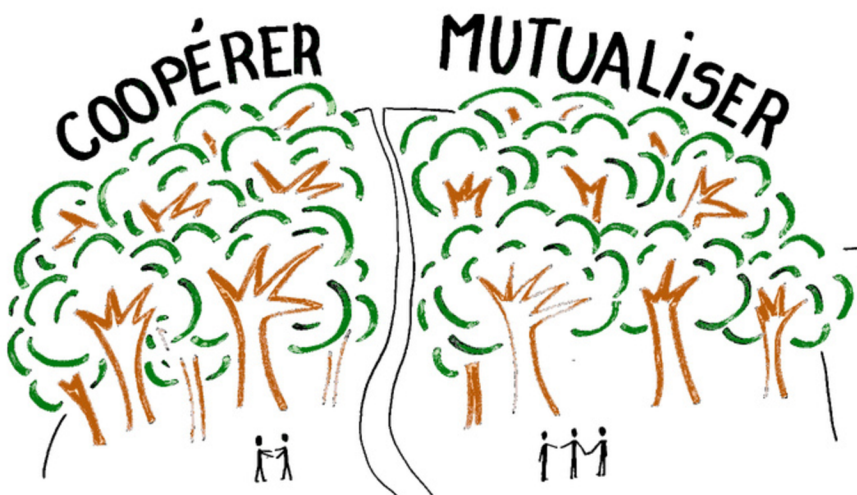
BIEN COMMUN
VIVRE ENSEMBLE

DÉFENDRE nos DROITS

pour être plus fort ensemble



PROCHAIN RDV
SAMEDI 28 MARS
Salle LATREILLE - Tulle



NOS LEVIERS
POUR AGIR



ÊTRE VISIBLE
COMMUNIQUER

Rejoignez nous

collectifalasso@ilico.org



NOS DEMANDES AUX ELU·ES

DU SOUTIEN SUR LES LIBERTÉS ASSOCIATIVES

Les élu·es (mairie, députés) ont le devoir de soutenir activement les associations auprès des services de l'État et notamment auprès de la préfecture de Corrèze qui mène depuis des années une politique visant à réduire les libertés associatives.

Cette politique arbitraire a déjà eu pour effet de réduire l'action de certaines associations œuvrant dans différents domaines (écologie, droit des femmes et des minorités, autonomisation des populations) et amène certaines structures partenaires à se censurer pour continuer à recevoir le soutien de la préfecture et de l'État.

Nous vous demandons de prendre publiquement position contre ces attaques répétées à l'encontre de notre liberté d'expression et d'action.

Nous demandons également à nos députés de relayer ce message au sein de l'Hémicycle. Notre département est particulièrement concerné par la question des libertés associatives. Nous sollicitons du soutien à la fois pour changer la situation localement et éviter qu'elle ne devienne la norme.

DES MOYENS FINANCIERS

Nous demandons à nos élu·es locaux de s'engager à augmenter le montant des subventions dédié à la vie associative. Nous souhaitons également une stabilisation des financements du fonctionnement pour permettent aux associations de mener leurs actions sereinement.

Nous avons besoin de financements pérennes, de crédits conséquents et sécurisés. Nous ne pouvons pas passer notre temps à chercher de l'argent pour financer nos actions au détriment des activités que nous menons auprès de nos nombreux·es bénéficiaires. Les appels à projets nous placent dans une logique concurrentielle permanente que nous refusons fermement.

Nous rappelons que le soutien au monde associatif n'est pas une dépense, mais un investissement dans la cohésion sociale et le dynamisme territorial !

Au niveau national, nous demandons aux députés de se mobiliser contre toutes les restrictions budgétaires touchant aux secteurs du soin, du social, de la culture, du sport, de l'éducation... et de rappeler à l'État sa responsabilité.

UN LIEU INTER-ASSOCIATIF SOUTENU PAR LA MAIRIE

Nous demandons à la mairie de Tulle de **faciliter la création d'un lieu inter-associatif, par et pour les associations** : un lieu central, accessible et salubre pour nous retrouver, faire commun et être visible par chacun·e au sein de la Cité.

Contact
collectifalasso@ilico.org